



DU 13 MAI AU 4 JUIN, adhérent·es retraité·es, VOTEZ UNITÉ ET ACTION

Vous allez voter pour désigner la direction nationale du SNES-FSU et donner ainsi votre avis sur les grandes orientations de notre syndicat.

Vous le savez, le SNES-FSU est organisé en courants de pensée et plusieurs listes se présentent à vous. Unité et Action est le courant de pensée majoritaire fort d'un projet global que résumant ces deux mots.

Retraité·es U&A, si nous œuvrons pour construire un rapport de forces, si nous participons aux combats pour défendre les personnels actifs et retraités avec des revendications communes, **nous sommes partie prenante de la réflexion menée par U&A-SNES** autour d'une nécessaire transformation de la société vers plus de justice et d'égalité.

Syndicalistes U&A, nous défendons les retraité·es, notamment dans des domaines plus spécifiques concernant leur situation matérielle, leur place dans la société, l'accès à la santé, la politique de l'autonomie, les services publics de proximité, en particulier face au tout numérique.

Le SNES-FSU, dans lequel le courant U&A est majoritaire, s'est toujours préoccupé de la syndicalisation des retraité·es et de leur organisation interne pour affirmer le lien actifs-actives / retraité·es : la pension est un traitement continué et ensemble nous défendons le statut de la Fonction publique. Les retraité·es font partie du monde salarié et leur visibilité, dans le syndicat, s'est construite progressivement du congrès national de 1950 à nos jours.

■■■ UN SECTEUR NATIONAL DISPONIBLE

Les retraité·es du SNES-FSU, fait remarquable et original parmi les syndicats de la FSU, jouissent d'un secteur avec une secrétaire nationale, des publications (comme le récent *Mémo des retraité·es*), des stages et des finances propres. **Les militant·es du secteur participent à toutes les instances du syndicat et de notre fédération la FSU**, et sont très impliqué·es dans les congrès.

Le courant U&A est largement majoritaire dans ce secteur. L'expérience montre que ce militantisme à tous les niveaux permet aux retraité·es d'être visibles et reconnu·es au sein du SNES-FSU pour mieux prendre en compte leurs revendications spécifiques. Mais des progrès sont encore possibles.

En tant que militant·es SNES-U&A majoritaires dans l'organisation, les retraité·es participent également aux instances de la Section

fédérale des retraité·es (SFR), de la Fédération générale des retraité·es de la Fonction Publique (FGR-FP), aux niveaux national et local. **Les équipes militantes s'impliquent aussi fortement dans l'arc unitaire du G9* dont les nombreuses mobilisations font des retraité·es une véritable force du mouvement social.**

*G9 : UCR-CGT, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires.

Du fait de la très forte implantation du courant U&A dans le secteur retraité·es du SNES-FSU, l'implication des militant·es de la tendance est intense. **Le secteur a le souci constant de faire participer toutes et tous les retraité·es à son activité, à travailler avec les retraité·es des syndicats de la FSU et les autres forces syndicales**, notamment celles du G9. La construction d'un rapport de force majoritaire est indispensable pour peser et gagner, d'autant plus que le monde des retraité·es est toujours occulté par les gouvernements successifs.

■■■ LA PLACE DES RETRAITÉ·ES DANS LA SOCIÉTÉ

Alors qu'il est difficile de remettre en cause les contributions économiques, sociales, culturelles, scientifiques des retraité·es, les stéréotypes négatifs à leur encontre ne cessent de se développer. **Leur implication dans le bénévolat, le militantisme syndical ou politique, est bien la preuve d'une solidarité intergénérationnelle.** À *contrario* de l'image de retraité·es égoïstes, privilégié·es et inutiles complaisamment médiatisée !

C'est un combat permanent que nous menons pour être reconnu·es comme citoyen·nes à part entière : retraité·es de la vie professionnelle, **nous ne sommes pas en retrait de la société.** Avec l'ensemble de nos partenaires, nous rappelons que l'exercice de la citoyenneté passe par le versement de pensions qui permettent de vivre dignement et par l'affirmation de droits sociaux confortés.

■■■ NON AU TOUT NUMÉRIQUE ET AU DÉMANTELEMENT DES SERVICES PUBLICS

Autre revendication portée par l'ensemble du syndicat, U&A milite contre la dématérialisation à marche forcée qui aggrave les inégalités d'accès aux services publics et aux droits fondamentaux en

ADHÉRENT·ES RETRAITÉ·ES



DU 13 MAI AU 4 JUIN, VOTEZ UNITÉ & ACTION

provoquant exclusion et isolement. Le développement des services publics doit être garant de qualité et d'égalité pour toutes et tous.

■■■ SANTÉ ET PRISE EN CHARGE DE LA PERTE D'AUTONOMIE

C'est une préoccupation essentielle de la population. En vieillissant, bien des individus sont davantage confrontés à des problèmes de santé. Se pose alors la question de l'accès aux soins sur le plan financier comme sur le plan territorial face à l'extension des déserts médicaux, à la crise de l'hôpital public et à l'insuffisance des services publics de proximité. Se soigner coûte de plus en plus cher à cause de politiques régressives menées contre la Sécurité sociale, qui favorisent le développement des complémentaires santé et de l'assurantiel.

Le secteur de l'autonomie, tant à domicile qu'en établissement, est dans une situation catastrophique et les gouvernements successifs depuis 2016 refusent de promulguer une loi de programmation grand âge qui réponde aux attentes des personnels et des personnes concernées.

Les militant·es U&A du secteur retraité·es, avec le SNES-FSU, agit sans relâche dans le cadre du G9, du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) et de la « Convergence pour les services publics », pour que toutes et tous puissent se soigner convenablement tout au long de la vie. L'action opiniâtre au HCFEA permet des avancées intéressantes. L'objectif que nous poursuivons est la création d'un service public national de l'autonomie, seule réponse à la situation.

■■■ PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (PSC)

À partir de janvier 2026, les personnels de l'EN vont voir leurs cotisations prises en charge à 50 % par l'État employeur alors que les retraité·es sont exclu·es de ce dispositif. **Avec le SNES et la FSU nous l'affirmons avec force : la PSC est non seulement un nouveau recul de la prise en charge par la Sécurité sociale mais surtout une rupture des solidarités et un accroissement des inégalités.** Les retraité·es qui vont voir leurs cotisations s'envoler sont touché·es de plein fouet.

Comment alors expliquer la signature unanime des organisations syndicales en 2021 ? La réforme découle de la loi de transformation de la Fonction publique (FP) d'août 2019 (dénoncée par la FSU) qui transpose dans la FP la logique des contrats obligatoires d'entreprise déjà imposée aux salarié·es du privé. Le pouvoir a légiféré par ordonnances et les syndicats, qui n'ont pu créer le rapport de force suffisant, se sont résolus à signer un accord contraint qui, aussi, bénéficiait aux actives et actifs. Certes, la loi va améliorer leur situation mais momentanément car le choc sera rude à la retraite, avec une pension inférieure au traitement et avec, au minimum, le doublement de la cotisation complémentaire qui ne va cesser d'augmenter jusqu'à 75 ans. Si les forces syndicales n'ont pu faire obstacle à cette réforme,

actives, actifs et retraité·es sont unanimes en U&A pour dénoncer la négation des principes fondateurs d'une Sécurité sociale encore affaiblie et l'ouverture de la santé au marché assurantiel. U&A ne se résigne pas à une telle situation et affirme que les conditions sont réunies aujourd'hui pour créer un rapport de force suffisant afin d'imposer le 100 % Sécu des soins prescrits, seule réponse propre à assurer le droit à la santé pour toutes et tous. Des alliances sont possibles. Les retraité·es, en première ligne dans ce combat, ne renoncent pas. Ils et elles se refuseront à un éventuel conflit entre les actives, actifs et retraité·es que cette mise en place de la PSC peut dangereusement susciter.

■■■ POUVOIR D'ACHAT ET REVALORISATION DES PENSIONS

Déclarations gouvernementales, déchaînement de nombreux médias : dette publique oblige, il faudrait, en 2025, sous-indexer les pensions de ces retraité·es présenté·es comme des privilégié·es et des égoïstes. Les retraité·es du SNES-FSU, et dans le cadre du G9, ne cessent de dénoncer cette contre-vérité et ce mépris. **La revalorisation de janvier 2024 n'est que la simple application de la loi et seule l'augmentation immédiate de 10 % des pensions permettrait un rattrapage des pertes subies.** La menace qui pèse sur les pensions de réversion aggravera encore la situation des retraité·es. **Le secteur retraite du SNES-FSU, dans le cadre du G9, se mobilise d'ores et déjà contre ce projet régressif.**

■■■ LES RETRAITÉ·ES U&A SUR TOUS LES TERRAINS

On le voit, actives, actifs et retraité·es ont des intérêts communs, notamment sur la santé et le pouvoir d'achat, la Sécurité sociale, les services publics, la Fonction publique et son statut. Au SNES-FSU, elles et ils luttent pour une transformation sociale porteuse de justice, d'égalité, de paix et de liberté. Les retraité·es U&A du SNES-FSU sont sur tous les terrains. Nous nous opposons à l'entreprise de destruction de la Fonction publique, de l'école publique, de la protection sociale. Nous ne sommes pas de ce modèle libéral fondé sur les inégalités sociales et la répression, qui renonce au combat contre la crise environnementale, qui sème les idées d'extrême droite. Nous voulons partager notre espoir d'un autre monde.

Alors votez pour la liste U&A à la CAN et les responsables de catégorie retraité·e U&A.



Une erreur dans la liste U&A en page 3 du supplément que vous avez reçu, a été corrigée depuis dans la version en ligne : il manquait en rang 133 le nom de Monique Daune, retraitée. La liste U&A échangée le 9 avril entre courants de pensée était complète et sans cette fâcheuse erreur.

ADHÉRENT·ES RETRAITÉ·ES



**DU 13 MAI AU 4 JUIN,
VOTEZ UNITÉ&ACTION**